

Conseil des ministres - Méthode de travail européen

(Paris, 14 juin 2017)

Le Premier ministre, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères et la ministre chargée des affaires européennes ont présenté une communication en conseil des ministres sur la méthode de travail européen.

Il n'y a plus aujourd'hui de champ de l'action publique sans dimension européenne. C'est à l'échelle de l'Union que se mènent les négociations - commerciales ou économiques notamment - qui sont essentielles pour le pays et réclament donc un engagement politique permanent de chaque ministre.

La France doit y jouer tout son rôle en portant des idées, en défendant ses intérêts et ses valeurs, en étant présente dans tous les débats avec conviction et méthode.

Les négociations européennes se préparent très en amont. Cela suppose d'une part de les aborder en concertation avec les différents acteurs du système de décision européen et avec tous les partenaires de la France. Cela signifie d'autre part que les consultations menées par les institutions avant chaque proposition doivent être appréhendées comme des vecteurs politiques majeurs pour orienter les travaux européens au mieux des objectifs et des valeurs de la France.

La définition des instructions pour les négociations européennes repose sur un travail interministériel afin d'assurer la cohérence des positions françaises et de l'action de la France en Europe.

La négociation ne s'arrête pas lorsque les États membres sont parvenus à une position. Le Parlement européen dispose d'un rôle politique et démocratique essentiel qui doit être pleinement pris en compte.

La présence et l'influence de la France dans toutes les enceintes européennes doivent ainsi être une priorité constante.

La bonne transposition des textes adoptés est un enjeu autant politique que juridique. Une transposition menée efficacement, dans les délais impartis, signale que les règles adoptées en commun soient assumées, permet aux acteurs d'évoluer dans un cadre juridique stable et prévisible, et écarte le risque de contentieux préjudiciable à la France.

L'inscription dans l'ordre juridique français de dispositions communautaires doit en même temps se faire en évitant toute sur-transposition, qui est un facteur de lourdeur administrative

pour les citoyens et les entreprises, de charges financières et de défiance à l'égard de l'Union européenne.

L'Europe est une construction d'équilibre : l'action du gouvernement doit permettre de maximiser l'influence de la France pour que le consensus se fasse au plus proche de ses positions. Il est essentiel de résister à la tentation stérile de faire des institutions communautaires un bouc émissaire. L'Union européenne n'est pas subie : elle est ce que le gouvernement en fait par leur mobilisation et leur action politiques./.